autre du nom de Tarte, tous deux, j'en suis convaincu, étant des rebelles jusques au fond du cœur. Toutefois, la présence à Ottawa de M. Clark Wallace nous apporte quelque soulagement. Nous nous sentons plus en sureté quand nous savons qu'une aussi vaillante sentinelle monte la garde.

C'est la campagne de haines et de préjugés qui se poursuit partout contre Laurier, au Nouveau Brunswick par Hetherington, le bras droit de M. Foster, au Manitoba, par M. Hastings, le bras droit de M. Hugh John Macdonald, dans Ontario, par Clarke Wallace et tous ses pareils.

Et dire que ce sont là les alliés de M. Bergeron et de M. Casgrain !

Electeurs du Canada, Canadiens-français et Canadiens-anglais, le parti tory est aujourd'hui aux mains des plus mauvais éléments.

SOYEZ EN GARDE !

M. Menier et l'Ile Anticosti

On sait que M. Henri Menier, le grand capitaliste français, a acheté l'Ile d'Anticosti.

Cette île appartenait naguère au gouvernement de la province de Québec qui l'a cédée, il y a plusieurs années, à une compagnie anglaise. C'est de cette compagnie anglaise que M. Menier en fit l'acquisition.

Il y avait sur l'île, au moment où M. Menier en prit possession, un certain nombre de pêcheurs canadiens français et quelques méthodistes écossais, venus de l'Ile de Terreneuve.

Il arriva que quelques-uns de ces colons refusèrent de se soumettre aux règlements faits par le propriétaire de l'île. On se souvient des longs démêlés qui eurent lieu entre eux et le représentant de M. Menier à Anticosti, M. Comettant. Que M. Comettant ait eu tort ou raison, que les pêcheurs d'Anticosti aient eu tort ou raison, Sir Wilfrid Laurier et le gouvernement fédéral n'étaient sûrement point responsables de la conduite ni de l'un ni des autres. Le gouvernement fédéral n'a pas été partie à la vente de l'Ile d'Anticosti, qui est, pour toutes les fins civiles, soumises aux lois de la province de Québec.

Eh ! bien, parce que M. Menier, un " French Man," a demandé à des gens parmi lesquels se trouvaient des méthodistes ayant élu domicile sur sa propriété, à observer certains règlements de chasse et de pêche, Sir Wilfrid Laurier, ainsi que tout son gouvernement, a été violemment dénoncé par toute la presse conservatrice anglaise.

Pourquoi a-t-on agi de la sorte si ce n'est dans le but de soulever le fanatisme des provinces anglaises contre le " FRENCH CANADIAN PREMIER ?"

D'une question de propriété pure et simple, les gazettes tories ont fait une question de race et de religion !